



## L'ambassadrice d'Israël a tenté de faire annuler un reportage de France 2 sur Gaza



Evoquant un reportage "déséquilibré" présentant Israël de manière "très négative", l'ambassadrice en France a demandé à la présidente de France Télévisions d'annuler la diffusion d'un sujet d'"Envoyé spécial". Il était consacré aux Palestiniens blessés par les tirs israéliens à la frontière entre les deux territoires. La chaîne a passé outre.

Jeudi soir, France 2 diffusait en troisième partie de son magazine d'actualité *Envoyé spécial* un sujet intitulé "Gaza, une jeunesse estropiée" ([à voir en replay ici](#)). Un reportage réalisé par les journalistes Yvan Martinet, Olivier Gardette et Mélanie Laporte dans la zone palestinienne frontalière avec Israël, qui part à la rencontre de jeunes gazaouis, mineurs pour la plupart, amputés à la suite de tirs israéliens lors de leur « Marche du retour » – des manifestations organisées chaque vendredi devant la clôture séparant les deux territoires.

Avant même sa diffusion et sans avoir vu le reportage dans son intégralité, l'ambassadrice d'Israël en France Aliza Bin Noun a adressé une lettre à la présidente de France Télévisions Delphine Ernotte pour lui demander "d'annuler la diffusion" du reportage qui présente selon elle "un point de vue déséquilibré" et met Israël en avant "d'une manière très négative". La critique d'Israël, poursuit-elle,

"conduit bien souvent à une alimentation de l'antisémitisme" et le reportage pourrait avoir "des répercussions directes, notamment physiques, sur les Français de confession juive".

## Des images de tirs israéliens sur des Palestiniens non armés

Le reportage en question montre des Palestiniens venus protester contre l'Etat israélien : des familles avec enfants en bas âge, une majorité d'adolescents non armés, quelques-uns venus avec des pinces pour couper les barbelés, des lance-pierres ou des cerfs-volants enflammés. De l'autre côté des barbelés, l'armée israélienne est filmée tirant à balles réelles sur les manifestants s'approchant de la clôture. Depuis mars, on y dénombre cent quatre-vingt Palestiniens tués et plus de cinq mille blessés.

Vers la fin du reportage, la parole est donnée à l'armée israélienne, dont un lieutenant-colonel défend les actions en assurant que les manifestants palestiniens sont des "terroristes payés par le Hamas" cherchant à s'attaquer aux habitations israéliennes de l'autre côté de la frontière. Confronté aux images de Palestiniens, non armés et éloignés de la clôture, touchés par des balles à haute vitesse leur pulvérisant les jambes, le porte-parole israélien évoque la mise en scène de fausses blessures.

## "Israël s'abaisse aux méthodes de l'Azerbaïdjan"

Pour l'ambassade d'Israël, ces quelques minutes accordées à l'Etat juif pour se défendre ne suffisent pas à faire du sujet un reportage "équilibré". Joint par Télérama, Shimon Mercer-Wood, son porte-parole, accuse *Envoyé spécial* de "diffamation". Mais pour quels propos ? Pour avoir

*"caché qu'il y avait aussi des Palestiniens armés qui venaient pour tuer des Israéliens".*

Interrogé à son tour sur les images de manifestants blessés bien que non armés et éloignés de la frontière, il répond ne pas vouloir "entrer dans une analyse précise de tous les détails du reportage". De son côté, Yvan Martinet, l'un des journalistes d'*Envoyé spécial*, ne souhaite pas faire de commentaire

*"pour ne pas alimenter le brasier d'un sujet aussi sensible" mais "ne retire pas une virgule du reportage".*

La direction de l'information de France 2 n'en dira pas plus.

Au sein de la rédaction d'*Envoyé spécial*, on évoque une réaction "prévisible" mais on déplore qu'Israël

*"s'abaisse aux méthodes de l'Azerbaïdjan".*

L'Etat du Caucase était allé jusqu'à poursuivre France 2 en diffamation, à la suite d'un sujet de son magazine *Cash investigation* dans lequel le pays était qualifié de "dictature" – un procès remporté en première instance et en appel par la chaîne<sup>1</sup>. En interne chez France 2, on compare la demande de

<sup>1</sup> <https://www.telerama.fr/television/cash-investigation-remporte-sa-deuxieme-manche-contre-lazerbaïdjan,n5814496.php>

l'ambassadrice israélienne, par ailleurs accompagnée d'une forte pression d'associations sionistes sur les réseaux sociaux, aux procédures-bâillons de Vincent Bolloré :

*"Ces gens savent très bien qu'ils ne feront pas annuler les reportages, mais cherchent à décourager les journalistes de s'emparer des sujets qui les gênent."*

Pour Shimon Mercer-Wood, qui affirme que l'ambassade israélienne n'avait vu que des "extraits" du reportage au moment de formuler sa demande de déprogrammation à France Télévisions, il ne s'agit pas de censure :

*"La censure implique le pouvoir ou l'autorité d'empêcher à quelqu'un de s'exprimer - chose que nous n'avons pas et ne prétendons pas avoir. Nous ne faisons qu'exercer notre droit de réponse, que France 2 n'a d'ailleurs par voulu nous accorder."*

N'est-il pas pour autant inquiétant qu'une représentante diplomatique demande l'annulation de la diffusion d'une production journalistique ?

*"Tout dépend de la manière d'interpréter le mot "demande", répond son porte-parole.*